

# Les professions entre 1999 et 2007

## Plus de femmes dans des métiers plus qualifiés

Louis Meuric et Romain Warnan, division Emploi, Insee

**E**n 2007, 58,1 % des femmes ayant entre 15 et 64 ans travaillent. Leur taux d'emploi a progressé de 4,3 points depuis 1999. Plus diplômées qu'en 1999, elles exercent plus souvent des métiers à responsabilités.

Les non-salariés pâtissent de la concentration des entreprises et des commerces ; ils tiennent une place de plus en plus faible dans l'emploi.

L'outil de travail est plus normalisé et informatisé dans tous les domaines. Dès lors, les salariés comptent plus de cadres et de professions intermédiaires, et moins d'agents de maîtrise, d'employés et d'ouvriers (qualifiés ou non). Ce phénomène est plus marqué dans le public. Dans le privé, les employés deviennent plus polyvalents.

Avec le vieillissement de la population, les métiers de la santé et du travail social se développent. Cet essor profite plus aux professions de type infirmiers, kinésithérapeutes, aides-soignants et ambulanciers qu'aux médecins et pharmaciens.

Selon le recensement de la population, en métropole, le nombre de personnes ayant un

emploi a augmenté de 8,5 % entre 1999 et 2007. En effet, le nombre de personnes en âge de travailler s'est accru et l'activité féminine a continué de se développer. Le taux d'emploi des femmes ayant entre 15 et 64 ans a augmenté de 4,3 points pour s'établir à 58,1 % en 2007.

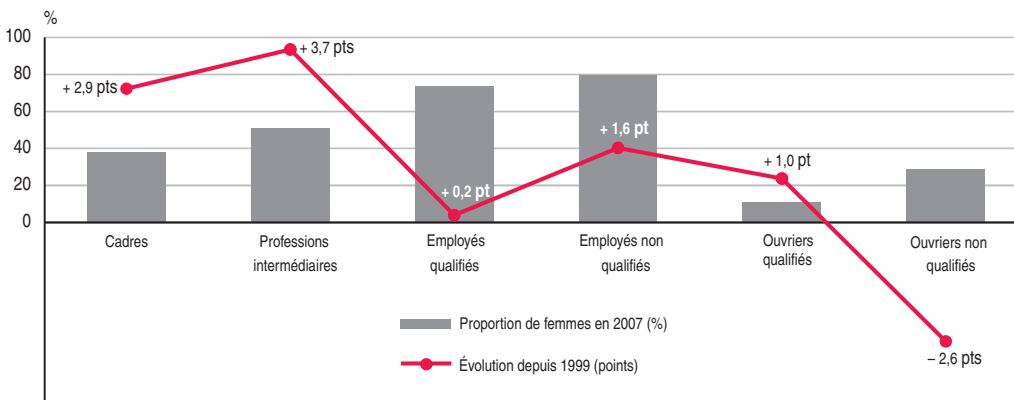
La proportion des personnes de 55 ans et plus qui travaillent augmente fortement (+ 8,5 points, soit 36,7 % en 2007). Cette hausse s'explique par l'arrivée à partir de 2001 des générations du baby-boom dans cette tranche d'âge (impact évalué à 3,1 points) et par le resserrement des conditions d'accès à la préretraite et à la retraite.

En 2007, selon l'enquête Emploi, 46 % des personnes qui ont un emploi ont au moins le Bac, contre 39 % en 1999. On compte, notamment, plus d'hommes diplômés de niveau Bac ou Bac + 2 et plus de femmes diplômées au-delà de Bac + 2.

### Les femmes investissent davantage les postes à responsabilités

L'emploi poursuit sa féminisation : on compte 46,7 % de femmes en 2007 contre 44,9 % en 1999. Dans les années 1990, l'emploi des femmes a été surtout tiré par le développement des métiers déjà féminisés. Entre 1999 et 2007 en revanche, il s'accroît dans la majorité des métiers, quelle que soit la part des femmes. Avec des diplômes plus élevés, les

① Part des femmes en 2007 selon la catégorie socioprofessionnelle (%) et évolution depuis 1999 (points)



Lecture : en 2007, 37,8 % des cadres sont des femmes, c'est 2,9 points de plus qu'en 1999.

Champ : population métropolitaine ayant un emploi, hors agriculteurs exploitants, artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

Source : Insee, recensements de la population 1999 et 2007.

INSEE  
PREMIERE

femmes accèdent davantage aux postes à responsabilités, particulièrement ceux où elles étaient moins représentées : professions libérales, cadres et professions intermédiaires des secteurs public et privé, hors santé et enseignement (*graphique 1*). Les femmes réalisent même une forte percée à la tête de l'administration publique et des grandes entreprises, comme directeurs administratifs ou techniques : 30 % des cadres d'état-major sont des femmes en 2007, contre 14 % en 1999. Il y a également bien plus de femmes parmi les contremaîtres, agents de maîtrise, policiers, militaires et agents de sécurité, même si ces professions comptent encore une large majorité d'hommes. Les femmes gagnent du terrain aussi parmi les non-salariés : elles constituent 32 % des artisans, commerçants et chefs d'entreprise, soit + 1,7 point en 8 ans, comme chez les salariés. Elles sont en revanche moins souvent ouvriers non qualifiés ou agriculteurs exploitants qu'en 1999. Enfin, certains métiers à forte majorité masculine sont peu investis par les femmes (tuyauteurs, couvreurs, plombiers...), tandis que d'autres, largement féminisés, commencent doucement à accueillir quelques hommes (puéricultrices, assistantes maternelles, sages-femmes...).

### Moins d'artisans, de commerçants, d'agriculteurs et de chefs d'entreprise sous l'effet des concentrations

Les non-salariés, essentiellement les agriculteurs exploitants, les artisans, les commerçants, les chefs d'entreprise et les professions libérales, constituent 10,8 % de la population ayant un emploi en 2007, contre 11,7 % en 1999. Ils ont 46 ans en moyenne, soit 6 ans de plus que les salariés.

Parmi eux, les artisans, commerçants et chefs d'entreprise représentent désormais moins de 6 % des personnes ayant un emploi, soit une baisse de 0,8 point (*tableau 1*).

Le nombre de commerçants et assimilés diminue fortement (- 9,5 %), comme au cours de la décennie 1990. Si les buralistes tirent leur épingle du jeu (+ 20 %), les plus touchés sont toujours les petits grossistes (- 40 %) et les petits détaillants en alimentation (- 30 %). À mesure que les grandes enseignes se développent, ils sont remplacés par des chefs de petites surfaces de vente salariés ou mandataires, par des vendeurs, des caissiers... Ainsi, les effectifs des vendeurs en grande surface ont augmenté de 50 %. Par ailleurs, le nombre de vendeurs par correspondance et de télévendeurs a triplé entre 1999 et 2007, probablement

grâce au développement d'Internet. Au total, les effectifs de la distribution, commerçants ou salariés, augmentent de 17 %. Les agents immobiliers non salariés (+ 50 %) bénéficient quant à eux de la forte hausse des prix du logement sur la période considérée.

Les chefs d'entreprise d'au moins dix salariés représentent 0,6 % des actifs ayant un emploi, en baisse de 0,1 point. Sous l'effet des concentrations, le nombre de chefs d'entreprises de moins de 50 salariés a diminué au profit des chefs de moyennes et grandes entreprises. Ce mouvement de concentration a cessé en 2005.

Le poids des artisans dans l'emploi, qui est de 2,8 %, perd 0,2 point. Presque toutes les professions sont touchées : tôliers carrossiers, blanchisseurs, mécaniciens, bouchers, charcutiers, réparateurs, chaudronniers, boulangers, pâtisseries... Il reste quelques exceptions : les déménageurs, les artisans du BTP, les coiffeurs et surtout les manucures et les esthéticiennes : en 2007, ces deux dernières professions comptent 10 % de non-salariés de plus qu'en 1999 ; les emplois salariés correspondants se développent également, de plus de 70 %. Enfin, les agriculteurs exploitants représentent 2 % des actifs occupés en 2007. Leurs effectifs ont fondu de 19 % en huit ans car les exploitations agricoles se sont

#### 1 Les tendances observées entre 1990 et 1999 se confirment en 2007 excepté pour les employés de la fonction publique

	Part dans l'emploi en 2007 (%)	Évolution 1999-2007 (points)	Évolution 1990-1999 (points)
Agriculteurs exploitants	2,05	- 0,68	- 1,79
Artisans	2,82	- 0,17	- 0,72
Commerçants et assimilés	2,45	- 0,49	- 0,51
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	0,63	- 0,10	- 0,02
Professions libérales et assimilés	1,89	0,39	0,11
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	5,48	0,10	0,91
Cadres d'entreprise	8,48	2,07	0,40
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés	10,31	0,52	1,25
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	8,22	1,50	1,29
Techniciens	4,20	0,33	0,57
Contremaîtres, agents de maîtrise	2,08	- 0,25	- 0,09
Employés de la fonction publique	11,11	- 0,59	1,25
Employés administratifs d'entreprise	6,58	- 0,92	- 1,04
Employés de commerce	4,35	0,37	0,47
Personnels des services directs aux particuliers	6,14	0,23	1,70
Ouvriers qualifiés	13,42	- 1,84	- 1,56
Ouvriers non qualifiés	8,95	- 0,25	- 2,23
Ouvriers agricoles	0,84	- 0,22	0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>		

Lecture : en 2007, les cadres d'entreprise représentent 8,48 % des personnes en emploi. Entre 1999 et 2007, leur part dans l'emploi a augmenté de 2,07 points. Entre 1990 et 1999 leur part avait augmenté de 0,40 point.

Champ : population métropolitaine ayant un emploi.

Source : Insee, recensements de la population 1999 et 2007.

concentrées. Cette baisse est moins marquée que durant les années 1990. Parallèlement, le nombre d'ouvriers agricoles diminue de 14 % en raison de l'industrialisation des méthodes de travail. En tout, l'emploi dans l'agriculture a perdu 16 % de ses effectifs.

### Les professions libérales se développent avec les experts conseils

Ils sont ingénieurs conseils, analystes financiers, auditeurs, conseillers fiscaux, consultants... C'est grâce à eux que les professions libérales se développent (+ 37 %). Les ingénieurs conseils libéraux en études techniques (+ 75 %) font face à la demande croissante en certification de processus. Les conseils et experts libéraux en études économiques et fiscalité (dont le nombre a été multiplié par 2,5) répondent à des besoins plus nombreux de rapports et de certifications comptables.

D'autres professions libérales (vétérinaires, avocats, architectes et experts comptables) continuent de se développer, de façon moins spectaculaire.

### Plus de cadres et de techniciens, moins d'ouvriers et d'agents de maîtrise

Les cadres et professions intermédiaires prennent une place plus grande en 2007 : ils pèsent, respectivement, 15,9 % et 24,8 % de l'emploi total, soit des hausses de 2,6 et 2,1 points. Toutes les catégories se développent à l'exception des enseignants et des agents de maîtrise. Ainsi, le nombre de cadres techniques augmente fortement dans presque tous les domaines. Après les ingénieurs du BTP, ce sont les ingénieurs et cadres dont les fonctions sont transversales qui augmentent le plus, particulièrement dans le domaine du contrôle-qualité et des méthodes de production. En effet, la sous-traitance se développe et amplifie les besoins de certification et de normalisation. De plus, les chaînes de production sont plus complexes et plus flexibles. Les ingénieurs doivent donc multiplier les cahiers des charges et les contrôles.

La normalisation des processus de production va de pair avec leur informatisation. Le nombre d'ingénieurs en

informatique et en télécommunication augmente de 35 %. Ils représentent à eux seuls 30 % des cadres techniques d'entreprise. De plus, les métiers de l'informatique se complexifient avec les technologies. En 2007, deux tiers des informaticiens (développeurs, administrateurs réseau, analystes, administrateurs de base de données...) sont cadres, alors qu'ils n'étaient qu'une moitié en 1999.

Le domaine de l'environnement est également porteur pour les cadres et les techniciens.

Les cadres du contrôle des services administratifs et financiers exercent des métiers proches des experts conseils libéraux mais en tant que salariés (auditeurs internes, contrôleurs de gestion, experts-comptables...). Ces professions sont aussi en pleine expansion (+ 56 %), après une progression déjà notable entre 1990 et 1999.

La part des ouvriers diminue de 2,3 points pour atteindre 23,2 % de l'emploi en 2007. Les contremaîtres qui les encadrent sont aussi affectés (- 0,25 point) : ils sont 2,1 % en 2007. Le recul du poids de l'industrie dans l'emploi total en est la raison principale. De fait, c'est dans l'industrie que la catégorie des ouvriers diminue le plus pour s'établir à 10,9 % de l'emploi en 2007 (soit - 2,3 points), et particulièrement les ouvriers qualifiés (6,2 % en 2007, soit - 1,6 point) : mécaniciens sur machine, outilleurs, ouvriers de l'habillement, câbleurs, bobiniers... En moyenne, les ouvriers de l'industrie sont donc moins qualifiés qu'en 1999, alors que la qualification de cette catégorie avait augmenté dans les années 1990 (*graphique 2*).

### Dans le privé, les employés sont plus polyvalents qu'en 1999

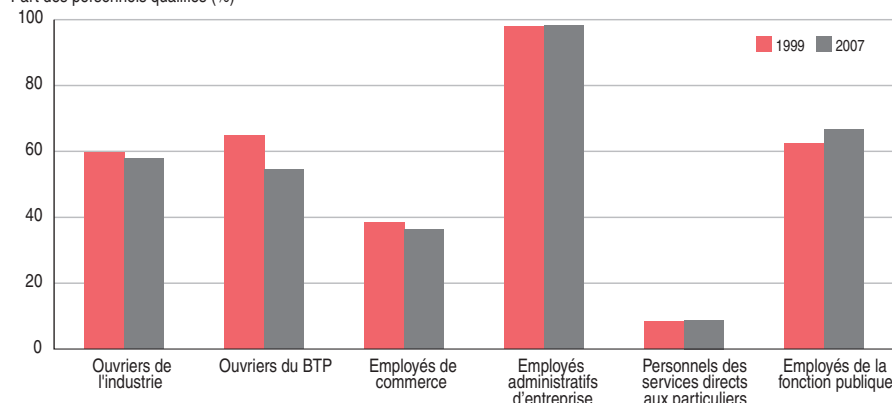
Dans le secteur privé, les secrétaires ont perdu 14 % de leurs effectifs. Il en va de même pour les standardistes, les dactylos, sténodactylos..., notamment avec la dématérialisation des échanges de données. En 2007, une partie de ces secrétaires exercent des métiers plus polyvalents regroupés sous l'appellation : « employés administratifs divers d'entreprises ». D'autres plus diplômés occupent des postes d'assistants de direction et de maîtrises administratives. Les emplois liés aux services à la personne (assistantes maternelles, employés de maison...) représentent 3,8 % de l'emploi total, en hausse de 0,3 point depuis 1999. Cela fait suite au boom des années 1990 (+ 0,9 point), encouragé notamment par les dispositifs incitatifs tels que l'instauration de la réduction d'impôt en 1991. Ce domaine se recompose depuis 1999 : les employés se déclarent moins souvent hommes ou femmes de ménage (- 24 %), mais plus volontiers aides à domicile ou travailleurs familiaux (+ 73 %). Ils doivent alors assurer à la fois le ménage et d'autres tâches, comme par exemple l'administration de soins élémentaires à des personnes âgées.

### Développement des professions de la santé, compression du personnel non qualifié dans la fonction publique

L'essor des métiers de la santé et du travail social (+ 22 %, soit 8,3 % de l'emploi en 2007 - *tableau 2*) profite surtout

#### ② Les ouvriers de l'industrie et du BTP et les employés de commerce sont moins qualifiés, les autres employés sont plus qualifiés

Part des personnels qualifiés (%)



Lecture : entre 1999 et 2007, la part des personnels qualifiés parmi les ouvriers du BTP est passée de 62,5 % en 1999 à 66,7 % en 2007.

Champ : population métropolitaine ayant un emploi.

Source : Insee, recensements de la population 1999 et 2007.

## 2 Évolution entre 1999 et 2007 des qualifications dans quelques groupes fonctionnels

	Part dans l'emploi en 2007 (%)	Évolution 1999-2007 (en points)					
		Ensemble	Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés et ouvriers qualifiés	Employés et ouvriers non qualifiés
Transports, logistique	8,40	-0,06	-0,04	0,04	0,00	0,08	-0,14
Santé, action sociale	8,35	0,90	0,00	0,05	0,54	0,31	0,00
Distribution	7,44	0,38	-0,33	0,06	0,36	-0,04	0,33
Bâtiment, travaux publics	6,51	0,54	0,12	0,08	0,09	-0,31	0,56
Administration publique	8,89	-0,03	0,00	0,16	0,22	0,01	-0,42

Lecture : en 2007, l'administration publique regroupe 8,89 % des personnes en emploi, en recul de 0,03 point depuis 1999 : elle a perdu 0,42 point d'employés qualifiés et gagné 0,16 point de cadres, 0,22 point de professions intermédiaires et 0,01 point d'employés qualifiés.

Champ : population métropolitaine ayant un emploi.

Source : Insee, recensements de la population 1999 et 2007.

aux professions intermédiaires (infirmiers, sages-femmes, techniciens médicaux, puéricultrices, kinésithérapeutes, éducateurs, animateurs... : + 23 %) et aux employés qualifiés (aides-soignants, ambulanciers, aides médicopsychologiques... : + 29 %). Le nombre de cadres augmente plus faiblement (médecins, pharmaciens... : + 12 %).

Les employés civils et agents de service de la Fonction publique (hors santé et enseignement) représentent 9 % des actifs ayant un emploi en 2007, soit une baisse de 0,6 point depuis 1999. L'externalisation des tâches les moins qualifiées est en partie responsable de cette transformation. Ainsi, dans la Fonction publique, la part des agents non qualifiés de catégories C et D (agent d'entretien, concierge, employé de cantine, planton...), de 63 % en 2007, baisse de 4,4 points alors que celles des personnels de catégorie A et B augmentent de 1,9 et 2,5 points.

### Les métiers du BTP profitent de l'embellie

Le bâtiment et les travaux publics bénéficient d'une conjoncture favorable : l'emploi y augmente de 20 % entre 1999 et 2007, après une décennie 1990 difficile. Pour faire face à cette embellie, les effectifs des ouvriers non qualifiés augmentent

de moitié, ceux des techniciens d'un quart (mètres, géomètres, topographes...), ceux des ingénieurs doublent (cadres d'étude du BTP, architectes salariés, cadres de chantier, conducteurs de travaux...), et ceux des artisans augmentent de 25 %, la hausse profitant à tous les corps de métiers. Seuls les ouvriers qualifiés voient leur nombre baisser sur la période : - 3,3 %.

### Définitions

**Non-salariés** : cette notion recouvre toutes les personnes établies à leur compte, qui dirigent de droit une entreprise ou une société, ainsi que les aides familiaux qui ne sont pas rémunérés par un salaire. Un non-salarié peut employer ou non des salariés et peut avoir le statut de salarié de sa propre entreprise.

**Taux d'emploi d'une catégorie d'individus** : rapport entre le nombre d'individus de la classe ayant un emploi et le nombre total d'individus dans la classe.

**Employés non qualifiés** : ils exercent des emplois dont le contenu est assimilable rapidement. Ce contenu diffère en général de la spécialité de formation des jeunes travailleurs qui l'exercent.

### Sources

**Une nomenclature PCS 2003 unique pour décrire les professions aux deux recensements**

Le recensement de 1999 a été publié en 2000 selon la nomenclature PCS (professions et catégorie socioprofessionnelles)

en vigueur depuis 1982. Il a été recodé depuis peu selon la nouvelle nomenclature PCS 2003 et selon de nouvelles méthodes et consignes, comparables à celles mises en œuvre pour le recensement 2007.

### Le recensement 2007

Dans le recensement, depuis 2006, les concepts d'activité et d'emploi se sont rapprochés des normes internationales, déjà appliquées dans l'enquête Emploi (voir [www.insee.fr](http://www.insee.fr), « recensement »). Le niveau d'emploi au RP99 diffusé précédemment n'est donc pas directement comparable. Pour établir des évolutions d'emploi cohérentes entre 1999 et 2007, les étudiants exerçant un « petit boulot » et les retraités continuant à avoir une activité professionnelle occasionnelle ou à temps réduit ont été retirés de la population ayant un emploi en 2007. Les résultats présentés ici pour l'année 2007 sont donc différents de ceux diffusés généralement.

### Bibliographie

« L'espace des métiers de 1990 à 1999 » Thomas Amossé, *Insee Première* n° 790, juillet 2001.

« Des spécificités socioprofessionnelles régionales » Marceline Bodier *et al.*, *Insee Première* n° 1317, octobre 2010.

« Les transformations du paysage social européen de 2000 à 2009 » Cécile Brousse et François Gleizes, *Insee Références Emploi et salaires*, édition 2011.

« 50 ans de mutations de l'emploi » Olivier Marchand, *Insee Première* n° 1312, septembre 2010.

« Métiers et parcours professionnels des hommes et des femmes » Monique Meron *et al.*, *Insee Références France, portrait social*, édition 2009.

⇒ Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/abonnements>

⇒ Pour vous abonner à INSEE PREMIÈRE :

- Par internet : <http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

- Par courrier : retourner ce bulletin à l'adresse ci-après ou par fax au (33) 03 22 97 31 73

INSEE/CNGP - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2011

Abonnement annuel :  81 € (France)  101 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : \_\_\_\_\_ Activité : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : \_\_\_\_\_ €.

Date : \_\_\_\_\_ Signature

[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Direction Générale :  
18, Bd Adolphe-Pinard  
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :

Jean-Philippe Cotis

Rédacteur en chef :

E. Nauze-Fichet

Rédacteurs :

L. Bellin, A.-C. Morin,

C. Perrel, C. Pfister

Maquette : P. Thibaudeau

Impression : Jouve

Code Sage IP111376

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2011



**INSEE**  
INSTITUT NATIONAL  
DE LA STATISTIQUE  
ET DES ÉTUDES  
ÉCONOMIQUES